



ARRETE MUNICIPAL n°2024-35
Réglementation temporaire du stationnement
des véhicules sur un emplacement GIG-GIC
place de la mairie

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2211-1 et 2, L.2212-1 et 2, L.2213-1 et 4, L.2215-1,

Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

Vu le Code de la Route et notamment son article R417-10,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer le stationnement des véhicules pour assurer la sécurité et le bon déroulement d'interventions techniques sur le domaine public,

ARRETE

Article 1 : L'arrêt et le stationnement des véhicules seront strictement interdits, place de la Mairie, sur l'emplacement GIG-GIC matérialisé sur le plan en annexe :

- Le mercredi 06 mars 2024 de 06h00 à 18h00 ;

Article 2 : Une signalisation réglementaire sera mise en place à place de la Mairie et sur l'emplacement concerné par les services techniques de la commune afin de matérialiser l'interdiction.

Article 3 : Les contrevenants aux présentes dispositions seront poursuivis conformément aux lois et règlements en vigueur. Tous les véhicules en infraction à l'article 1 du présent arrêté municipal seront considérés en stationnement gênant au terme de l'article R417-10 du Code de la Route et pourront faire l'objet d'une mise en fourrière en application des articles R.325-1 et suivants du même code.

Article 4 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Directeur des Services Techniques, la Police Municipale,

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Brigade de gendarmerie d'Aix les bains

Fait à Grésy-sur-Aix, le 27 février 2024

Le Maire,
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 27.02.2024
Notifié à l'intéressé le : 27.02.2024
Certifié exécutoire le : 27.02.2024



En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Annexe arrêté municipal 2024-35
Réglementation temporaire du stationnement
des véhicules sur un emplacement GIG-GIC
place de la mairie

